LES TRAVAUX DE L'AUTOROUTE EST-OUEST ONT REPRIS

El Kala perd, les bitumiers gagnent

El-Kala, jeudi 17 avril. Le ciel incertain, chargé de nuages délavés, ne semble pas menaçant pour le moment. D'ailleurs, il ne pleuvra pas de la journée. Par contre, de petites éclaircies, brèves et timides, permettent au soleil de se frayer un chemin dans ce ciel moutonneux. C'est alors que la forêt s'éclaire et que ses couleurs vivifiantes s'offrent à la vue dans un paysage rehaussé par les nombreux lacs qui jalonnent le parcours. Une halte. On viole l'intimité de la forêt. L'herbe folle court partout. Les oiseaux sont dans leur paradis. En se promenant dans ces bois sauvages, on comprend mieux l'importance accordée par les écologistes au parc national local, une réserve exceptionnelle de vie animale et végétale.

De notre envoyé spécial, Maâmar Farah

Les spécialistes vous diront que ce qui fait la valeur de ce territoire de près de 77 000 ha est la rencontre d'écosystèmes forestiers, lacustres, dunaires et marins uniques dans notre pays. Il s'agit d'un réservoir de vie et un poumon que l'on devrait protéger des agressions répétées qui peuvent lui porter un coup fatal.

Sa portée est de dimension internationale puisqu'il contribue à l'équilibre écologique de la Méditerranée occidentale !

L'association a été «endormie» par M. Ghoul

Lorsque les militants écologistes locaux ont appris que l'autoroute Est-Ouest devait passer par ce parc, ils se mobilisèrent pour contrer le projet, pensant que le simple fait d'évoquer le respect de la loi allait faire reculer les bétonneurs ! Ils évoquèrent le statut du parc, un texte destiné à le protéger de toutes les convoitises et principalement de l'agression des engins et de la voracité du bitume. Le mouvement s'amplifia au niveau national et même international.

La pénétration de cette autoroute dans un milieu protégé à haute valeur biologique et écologique était considérée comme un véritable crime contre la nature. Le ministère des Travaux publics, harcelé par les mouvements écologiques et la société civile d'une manière générale, allait adopter une tactique chère aux tenants de ce système qui, lorsqu'il ne maltraite pas l'homme, s'attaque à la nature ! Reculer pour mieux sauter : voilà un adage cher à nos dirigeants ! M. Amar Ghoul fera comprendra à ses interlocuteurs qu'il est possible de changer le tracé de l'autoroute.

L'association locale planche sur trois croquis qui permettent d'éviter le parc avec une vision maghrébine puisqu'il est même prévu la jonction avec l'autoroute tunisienne qui doit arriver jusqu'à Ghardimaou, alors que le tracé officiel sort en pleine… nature du côté tunisien ! Ladite association va jusqu'à proposer un tracé souterrain au cas où le ministère maintient sa première proposition.

Endormis, les membres de l'association pensent que la raison a prévalu et que le parc est sauvé. Mais le lancement des travaux vient les réveiller brutalement. Entre-temps, la mobilisation est retombée... Ils ont vraiment le moral à plat, comme nous avons pu le constater en discutant avec M. Rafik Baba Ahmed : «Nous avions compris que nos doléances étaient prises en considération. Mais voilà que la reprise des travaux nous dit que le danger persiste… On fait courir la rumeur selon laquelle nous serions contre l'autoroute. C'est faux ! Nous comprenons son utilité pour le désenclavement de certaines régions et son apport au développement socioéconomique. Mais concernant son passage ici, nous disons simplement qu'il faut respecter la loi. Si l'on se met à encourager les actions illégales pour la simple raison qu'il y a utilité économique, où irions-nous ?»

El-Kala, la ville sale : bienvenue en Algérie !

Mais au-delà du simple respect des dispositions contenues dans le décret présidentiel protégeant ces réserves naturelles, nous avons voulu savoir la portée des dégâts occasionnés au parc naturel d'El-Kala. M. Rafik Baba Ahmed nous répond qu'ils sont connus mais qu'il faut s'attendre à en découvrir d'autres au fur et à mesure de l'avancement des travaux et de la livraison du projet. Pour notre interlocuteur, le parc est un ensemble intégré, la première conséquence de sa traversée par l'autoroute est qu'il va perdre son intégrité puisqu'il sera divisé en deux.

La faune, entre autres, sera la première à souffrir de cette division artificielle. C'est la première conséquence néfaste vue sous un angle d'ensemble. Il y a également l'arrivée massive d'engins qui vont dégager des gaz nocifs, il y a la déforestation et le décapage des nappes végétales nécessaires à l'assiette du projet. On ne connaît pas encore tous les méfaits de telles opérations. Il y a l'utilisation de produits chimiques à haute toxicité. Il y a le déplacement de terres, les agressions des dunes, les travaux de terrassement qui bousculent l'ordre naturel et brisent l'équilibre biologique et écologique.

Enfin, lorsque cette autoroute sera livrée, il faut s'attendre à l'aggravation de la pollution et aux déprédations dues à la présence de l'homme. Il est certain que le nombre d'incendies augmentera et que la forêt locale en sera la première victime.

D'ailleurs, pour vérifier le bien-fondé de cette dernière réflexion, il suffit d'emprunter la route aéroport Rabah Bitat-El Kala, passant par Echhat et Berrihane, pour s'en rendre compte. Cet axe, qui a été réalisé dans les années 1980 contre l'avis des écologistes, a permis certes de gagner du temps pour joindre la frontière tunisienne, mais en pénétrant dans le périmètre du parc, il a mis en danger les éléments naturels.

D'immenses superficies boisées ont été décimées par les flammes, de belles forêts qui auraient été préservées si la route était restée à l'état de piste. Un autre projet, rejeté par l'association locale, a été réalisé malgré tout. Il s'agit de la route goudronnée reliant El Kala et la vieille Calle.

En quittant cette ville côtière qui fut jadis rayonnante, nous avons l'impression d'avoir visité une cité vivant hors du temps et de l'espace. Je ne crois pas qu'il existe de ville plus sale et plus délabrée dans notre pays où, pourtant, les agglomérations délaissées sont légion. Il n'est pas possible que la belle ville d'antan en soit arrivée à ressembler à ça, ce quelque chose d'innommable fait de détritus jetés partout, de sable envahissant les rues, de poussière et de sachets en plastique occupant tout l'espace, de murs tombant en ruines, d'architecture douteuse, de maisons grises en éternelle finition et, surtout, de regards hagards plantés dans des visages défaits et livides. C'est une très belle image pour celui qui vient pour la première fois dans notre pays et qui, arrivant de Tabarka la superbe, tombe sur une Algérie en faillite, à l'image de cette El-Kala méconnaissable. Et demain, l'autoroute fera le reste…

M. F.

ÉGYPTE

Le pain de toutes les tensions

«Quel est le problème ?» se serait écrié le président Hosni Moubarak en plein Conseil des ministres consacré à la crise sociale qui secoue l'Egypte ces derniers temps et qui a fait trembler le pouvoir politique.

Du Caire, Hassane Zerrouky

A l'origine des tensions sociales que connaît le pays des pharaons, la flambée des prix des denrées de base dont le pain subventionné par l'Etat. La galette «baladi», aliment de base de l'Egyptien, a non seulement vu son prix augmenter mais elle n'était plus disponible en quantité suffisante sur les étals des boulangeries et des points de vente. Pour s'en procurer, il fallait se lever tôt. Dans la capitale égyptienne, des queues se formaient devant les points de vente provoquant parfois des bagarres entre consommateurs. Et surtout, cette pénurie de pain a provoqué des mouvements sociaux qui avaient fait craindre un moment un «remake» des émeutes de janvier 1977 réprimées par la force par le régime d'Anouar Al-Sadate.

Point d'orgue de cette crise, la grève des ouvriers du textile du 6 avril dans la cité industrielle de Mahalla, à 120 km du Caire, dans la vallée du Nil, sur fond d'affrontements violents avec les forces de sécurité. Les salariés, qui protestaient contre la hausse des prix des denrées de base, réclamaient une augmentation de salaires. Avec des salaires se situant entre 35 et 50 euros, ils exigeaient le double. La tension était telle que Mahalla a été de fait en état de siège quadrillée par des milliers de policiers. Un moment, les autorités égyptiennes craignaient que cette grève relayée par internet ne se propage à tout le pays.

Pour l'histoire, personne ne sait comment a débuté cette grève qui a fait la une des quotidiens égyptiens. Les syndicats étaient dépassés. L'opposition laïque, qui a pris le train en marche, a été incapable de la contrôler. Quant aux islamistes du mouvement des Frères musulmans, si prompts à récupérer les protestations populaires, ils ont été également dépassés par l'événement, allant jusqu'à se désolidariser des grévistes. En fait, c'est un site internet, Facebook, animé par de jeunes Egyptiens, qui a mis le feu aux poudres. Parmi les blogeurs, Isma Abdelfattah, membre du parti d'opposition El Ghad d'Aymen Nour, qui a fini par être arrêtée avec une vingtaine de jeunes blogueurs.

En quelques jours, elle a réussi à mobiliser plus de 70 000 internautes qui, de fait, se sont constitués en un mouvement de protestation appelant les Egyptiens à réagir à la hausse des prix des denrées de base. Dans un pays où les médias sont contrôlés par l'Etat, le pouvoir s'est trouvé quelque peu démuni. Ce nouveau parti internet, comme le qualifie *Al-Ahram-Hebdo*, a pallié l'incapacité des partis de l'opposition à mobiliser les Egyptiens.

Bien qu'Isma Abdelfattah et ses camarades soient actuellement en prison, attendant leur jugement, les blogueurs n'ont pas désarmé : ils se sont constitués en un mouvement dénommé «3 mai, protestation générale du peuple égyptien». Pourquoi cette date ? Tout simplement parce que c'est la date de naissance du président Moubarek. Ils appellent les Egyptiens à s'habiller en noir, à étendre sur leurs balcons des drapeaux noirs, à boycotter «la viande, le poulet et le métro» dont les prix ont augmenté.

Le pouvoir égyptien n'est pas resté inactif. Sur ordre du chef de l'Etat, l'armée a mis en place cinq boulangeries produisant 2 millions de galettes par jour distribuées à travers 500 points de vente pour faire face à la pénurie de pain subventionné. Qui plus est, une partie des réserves de change, a été affectée au financement des subventions de produits de première nécessité. Si ces mesures ont permis d'apaiser les tensions existantes, il n'en demeure pas moins que la grogne sociale persiste. Selon un institut de statistiques égyptien, les prix ont augmenté de 45% depuis le début de l'année, rognant le maigre pouvoir d'achat d'une majorité d'Egyptiens. En plus des couches démunies, les classes moyennes, qui avaient émergé sous le pouvoir de Nasser dans les années 1960, connaissent un processus d'appauvrissement. Parmi les gens qui faisaient la queue devant les points de vente de pain subventionné, il y avait des fonctionnaires, des médecins, des enseignants. Ayant des salaires se situant entre 200 et 400 livres égyptiennes, soit l'équivalent de 30 et 60 euros, ils bouclent difficilement leurs fins de mois. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, une fois leur travail fini, ont recours au travail au noir pour arrondir leurs fins de mois. C'est le cas d'Imad, fonctionnaire, qui fait chauffeur de taxi le soir.

Cette crise sociale n'est pas étrangère au fait qu'une majorité d'Egyptiens aient boudé les élections municipales boycottées par les Frères musulmans dans une vaine tentative de récupérer le mécontentement social.

Cette forme de protestation via internet, inédite dans le monde arabe, de nature laïque et moderniste, dénote que malgré la pression exercée par les régimes autoritaires, les peuples finissent par trouver des solutions pour se faire entendre. Qu'elle soit le fait de jeunes Egyptiens qui, dans leur blog, affirment refuser toute récupération politique par quelque parti politique qu'il soit, cette forme de protestation constitue un événement majeur qui va certainement faire des petits dans les autres pays arabes.

H. Z.